

Eurosceptiques Unis dans la diversité ?

Une analyse de Jérôme Vanstalle



: lien consultable dans l'Internet

Introduction

L'eurosepticisme suppose un rejet de l'intégration européenne, au profit de l'État-nation. Il s'agit d'une mouvance politique désormais bien installée à travers l'Union européenne (UE), et bénéficiant d'une popularité croissante. À l'occasion des élections européennes de mai 2019, les partis euroseptiques pourraient obtenir, ensemble, plus de 150 sièges au Parlement européen, soit plus que le score supposé de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D).¹ Pour autant, l'aile droite des euroseptiques est, aujourd'hui, séparée en trois groupes parlementaires peu homogènes et dont l'absence de discipline de vote les empêche d'avoir un véritable impact sur le travail de l'assemblée parlementaire européenne. D'autres partis euroseptiques sont plus isolés encore, notamment au sein de la gauche radicale ou de l'extrême droite. C'est probablement dans cette logique que, à l'été 2018, Matteo Salvini, ministre italien de l'Intérieur, et Marine Le Pen, députée de l'Assemblée nationale française et présidente du Rassemblement national, annonçaient vouloir créer un « Front de la Liberté ». Pour ces deux figures de proue de l'eurosepticisme et du nationalisme, l'heure serait à la constitution d'une alliance des nationalistes qui passerait aussi par la construction d'un programme commun pour les trois décennies à venir...²

Cette démarche peut interpeler à plusieurs égards. Premièrement, n'est-il pas paradoxal que des nationalistes issus de deux pays différents s'unissent et œuvrent à constituer un programme commun, eux qui sont supposés exalter la singularité de leurs nations respectives ? En seraient-ils même capables ? Et, dans l'affirmative, pourraient-ils encore être qualifiés d'euroseptiques ?

La question de la coopération transnationale entre euroseptiques n'est pas nouvelle, mais cette problématique semble aujourd'hui particulièrement importante pour ceux-ci, qui pourraient figurer parmi les principaux gagnants du scrutin prochain mais dont la désunion pourrait leur infliger un camouflet. Cette publication vise donc à comprendre comment, et avec quelles implica-

¹ M. BUISSON, « La vague populiste ne submergerait pas le Parlement », *Le Soir*, 19 février 2019, p. 10.

² O. TOSSERI, « Salvini et Le Pen lancent le « Front de la liberté », *Les Echos*, 8 octobre 2018, [en ligne :] https://www.lesechos.fr/08/10/2018/lesechos.fr/0302372444864_salvini-et-le-pen-lancent-le-front-de-la-liberte-.htm, consulté le 19 mars 2019.

tions, les eurosceptiques de tous bords pourraient faire preuve d'*unité dans la diversité*³. Avant toute chose, il échoit cependant de revenir sur la définition de l'euroscepticisme et sur la relation entre celui-ci et le nationalisme.

I. Euroscepticisme quelle(s) définition(s) ?

L'euroscepticisme est *a priori* un terme d'une certaine simplicité. Il s'agit tout simplement d'une opposition de principe à l'intégration européenne⁴, c'est-à-dire au processus par lequel les États européens s'intègrent économiquement, politiquement et culturellement dans l'Union européenne.

La première chose à mettre en avant concernant ce courant de pensée est qu'il s'agit d'un terme reprenant une multitude d'acteurs, et qui ne correspond pas à un ensemble idéologique uni. Ceci implique que les (gens se reconnaissant) eurosceptiques peuvent être farouchement opposés sur d'autres sujets. Par ailleurs, si ceux-là sont « unis » par leur défiance vis-à-vis de l'UE, leur degré d'opposition peut varier. Il s'agit donc d'une grande catégorie, comparable aux « versants » d'un clivage opposant les eurosceptiques et les « pro-européens », eux-mêmes divisés sur de nombreux points.

1. Contre l'Union européenne

L'euroscepticisme représente donc une forme spécifique d'opposition qui se démarque par son hostilité globale vis-à-vis du système politique qu'elle habite. Elle s'oppose en effet à l'Union européenne en tant que projet et ensemble d'institutions, et non envers les acteurs qui l'occupent uniquement.⁵ Pour être clair, les eurosceptiques ne se contentent pas d'afficher leur mécontentement vis-à-vis de l'une ou l'autre politique menée par l'Union européenne : ils jugent nécessaire de remettre en question la légitimité de ses institutions.

³ Devise de l'Union européenne.

⁴ P. TAGGART, « A Touchstone of Dissent: Euroscepticism in Contemporary Western European Party Systems », *European Journal of Political Research*, XXXIII, 3, 1998, p. 366.

⁵ N. BRACK, *Opposing Europe in the European Parliament: Rebels and Radicals in the Chamber*, Londres : Palgrave Macmillan, 2018, p. 5.

Cette spécificité de voir des institutions remises en cause, qui n'est pas unique à l'UE, tient du fait qu'il s'agit d'un système politique récent, généralement considéré comme inachevé, et dont la légitimité n'est pas encore suffisamment établie. Un parallèle avec la politique belge paraît opportun : en mars 2019, au niveau fédéral, le Parti socialiste (PS) est un parti d'opposition, à l'instar du Vlaams Belang (VB). Tous deux critiquent vivement la politique menée au niveau fédéral, mais seul le VB remet en question l'existence même de l'État fédéral, car il s'agit d'un parti séparatiste. En ce sens, les partis euroseptiques peuvent être comparés aux partis séparatistes flamands, eux-mêmes plus ou moins radicaux dans leurs idées (N-VA et VB).

2. Typologie des eurosepticismes

L'élément clef de l'eurosepticisme étant établi, il convient à présent de prendre en considération les différents degrés d'eurosepticisme affichés par les personnalités et partis politiques identifiés comme tels. Une précédente publication du CPCP faisait état d'une différenciation entre « hard » et « soft » eurosepticisme, c'est-à-dire entre une contestation radicale de l'UE, et un désaccord ponctuel avec les politiques de l'Union européenne, lorsqu'elles sont considérées contraires à l'intérêt national.⁶ C'est une approche similaire qui sera empruntée dans la présente analyse. Précisément, le cadre théorique utilisé par la politologue Nathalie Brack (ULB) s'avère particulièrement approprié. Celui-ci présente l'eurosepticisme comme un continuum allant d'une position soft (réformiste) à une position hard (opposition de principe). À mi-chemin, se trouve la position dite « intergouvernementale ».⁷



L'**eurosepticisme « hard »**, qui peut également être appelé « europhobie », correspond à une position intransigeante de rejet de l'Union européenne. Pour les europhobes, rien de bon ne peut venir de l'UE : le concept, dans sa

⁶ N. BERGER, *L'eurosepticisme - Bruxelles rattrapée par ses démons*, Bruxelles : CPCP, « Au quotidien », juin 2014, p. 4.

⁷ S. BRACK, *op. cit.*, p. 62-73.

globalité, est à rejeter. Un exemple typique est le discours exprimé par Marine Le Pen à l'Université d'Oxford en 2015 :

[...] Cette instance supranationale et liberticide est responsable d'une grande partie de nos maux. Vous aurez reconnu l'Union européenne, celle-là même dont tous les peuples d'Europe subissent et craignent les injonctions, les diktats, et les mesures d'austérité qui frappent sans la moindre pitié. Elle constitue une parfaite aberration historique, une véritable prison des peuples sur un continent qui a trop souffert des dominations et des jougs par le passé.⁸

Avec un discours si dur, il apparaît impossible pour tout europhobe d'accorder la moindre légitimité à l'Union européenne, quelle que soit sa politique. Nathalie Brack note toutefois que l'eurosepticisme « hard » ne rejette pas la coopération interétatique, pour autant que celle-ci se déroule sur une base volontaire, sur le modèle des accords de libre-échange.⁹

Vient ensuite l'**intergouvernementalisme** qui, comme son nom l'indique, souhaite limiter la politique européenne à une coopération entre gouvernements, d'égal à égal. Le terme d'intergouvernementalisme fait aussi plus spécifiquement référence à la « méthode intergouvernementale », c'est-à-dire au mode de prise de décision auquel recourt l'UE pour les matières de politique étrangère ou de sécurité et de défense. Contrairement à la « méthode communautaire », utilisée dans bien plus de matières, la méthode intergouvernementale laisse la main aux représentants des États membres, qui détiennent l'initiative législative et prennent leurs décisions selon la règle d'unanimité. Les partisans de l'intergouvernementalisme ne remettent donc pas spécialement l'Union européenne en question, mais souhaitent placer le Conseil au centre de la politique européenne, au détriment des institutions supranationales que sont la Commission européenne et le Parlement européen.¹⁰ Les intergouvernementalistes considèrent en outre que les compétences actuelles de l'Union européenne sont bien trop étendues et doivent donc être considérablement diminuées jusqu'à se résumer au strict libre-échange. Leur modèle est géné-

⁸ M. LE PEN, *Discours de Marine Le Pen à l'Université d'Oxford*, publié le 6 février 2015, [en ligne :] <https://www.rassemblementnational.fr/discours/discours-de-marine-le-pen-a-l-universite-doxford/>, consulté le 15 janvier 2019.

⁹ S. BRACK, *op. cit.*, p. 71.

¹⁰ La méthode communautaire (ou « ordinaire ») laisse en effet l'initiative législative à la Commission européenne, et place le Conseil et le Parlement européen sur un pied d'égalité lorsqu'il s'agit d'approuver ces propositions.

ralement celui de la Communauté économique européenne (CEE)¹¹, telle que conçue par le traité de Rome, avant qu'elle ne devienne l'Union européenne en 1993.

C'est, par exemple, l'avis du ministre finlandais des Affaires étrangères, Timo Soini :

*L'Europe va bien, mais l'Union européenne devrait revenir à ses racines. C'était une alliance économique libre, et un accord commercial basé sur la coopération entre pays. Mais maintenant, elle essaie de devenir une superpuissance à tous les niveaux...*¹²

Viennent enfin les **euroseptiques** « soft », ou réformistes, qui se distinguent par leur pragmatisme : l'Union européenne serait pour eux un moindre mal, même avec des éléments de supranationalisme. Cependant, les réformistes soutiennent que l'Europe ne devrait agir qu'en dernier recours, c'est-à-dire en l'absence d'alternatives au niveau national. Comme l'explique l'eurodéputé tchèque Jan Zahradil :

*Nous n'avons pas besoin d'une solution européenne commune à tout problème qui existe. Nous avons besoin d'une solution européenne commune dans les domaines où travailler collectivement a une valeur ajoutée, comme par exemple la recherche, le marché unique et les accords commerciaux.*¹³

Bien entendu, les trois catégories brièvement décrites ci-dessus doivent être comprises comme des repères sur un continuum.

¹¹ S. BRACK, *op. cit.*

¹² T. SOINI, cité par D. WALL, « Soini: I'm surprised more immigrants don't come to Finland », *Yle Uutiset*, publié le 4 mars 2015, [en ligne :] https://yle.fi/uutiset/osasto/news/soini_im_surprised_more_immigrants_dont_come_to_finland/7841882, consulté le 16 janvier 2016. Texte original en anglais.

¹³ J. ZAHRADIL, *Retune the EU*, Bruxelles : Alliance of Conservatives and Reformists in Europe, 2018, p. 7. Texte original en anglais.

II. Euroscepticisme et nationalisme, kif-kif ?

Les eurosceptiques sont-ils des nationalistes ? D'intuition, le lien semble facile à établir : ceux qui s'opposent à l'intégration européenne se tournent forcément vers le niveau de pouvoir inférieur : l'État. Or, les démocraties européennes étant basées sur le modèle de l'État-nation, on peut supposer que leur attachement à l'État découle d'un attachement à la nation. Ce raisonnement est cependant quelque peu expéditif. Quand bien même des eurosceptiques considéreraient le niveau national plus adéquat concernant la prise de décision politique, cela serait-il nécessairement par convictions nationalistes ?

Il ne faut pas nier pour autant que les partis les plus nationalistes sont, à l'évidence, aussi eurosceptiques. C'est notamment le cas des néo-nazis d'Aube Dorée (Grèce) ou les ultranationalistes du Jobbik (Hongrie).¹⁴ Ces exemples extrêmes parmi les extrêmes ne sont d'ailleurs pas des exceptions, comme en témoigne l'euroscepticisme du groupe politique de droite radicale Europe des Nations et des Libertés au Parlement européen.¹⁵ Plus modérée dans son nationalisme, la N-VA s'affiche également eurosceptique.¹⁶ Mais, avant de s'étaler davantage, il apparaît utile de définir le terme « nationalisme ».

1. Qu'est-ce que le nationalisme ?

Le nationalisme se définit comme étant le principe politique visant la congruence entre la nation et le système politique. En d'autres termes, pour les nationalistes, la politique doit être organisée autour de la nation.

¹⁴ A. KYRIAZI, « Ultranationalist discourses of exclusion: a comparison between the Hungarian Jobbik and the Greek Golden Dawn », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, XLII, 15, 2016, p. 2528-2547.

¹⁵ N. STARTIN, N. BRACK, « To cooperate or not to cooperate ? The European Radical Right and pan-European cooperation », in J. FITZGIBBON (dir.), *Euroscepticism as a Transnational and Pan-European Phenomenon*, Abingdon : Routledge, 2018, p. 38-39.

¹⁶ Il est d'ailleurs intéressant de noter que la N-VA, qualifiable d'eurosceptique « soft » et de nationaliste, se tourne vers la nation *flamande* et non *belge*, qu'elle ne reconnaît pas. Elle oppose donc la Région flamande à l'UE. « Idéologie et objectifs de la N-VA », *Questions fréquentes*, Bruxelles : Nieuw-Vlaamse Alliantie, 2019, [en ligne :] <https://francais.n-va.be/questions-frequentes#europe>, consulté le 16 janvier 2019.

Deux catégories de nationalismes sont généralement présentées : le nationalisme « ethnique » et le nationalisme « civique ». Pour le premier, la nation est constituée d'individus liés par une langue, une culture, des traditions ou une histoire commune ; voire même une ascendance commune. Le « nationalisme civique », pour sa part, envisage la nation comme une communauté s'identifiant à un nombre d'institutions, de règles et d'idéaux.¹⁷ La principale distinction entre nationalisme civique et ethnique tiendrait surtout au volontarisme supposé du nationalisme civique : appartient à la nation quiconque décide d'adhérer à ses règles et à ses institutions. À l'opposé, l'appartenance à la nation ethnique ne dépend pas vraiment du choix de l'individu, mais plutôt de ses origines. Ces deux catégories doivent cependant être comprises ici comme des « idéaux types », c'est-à-dire des modèles théoriques simplifiés, ne visant pas à décrire des situations réelles, mais plutôt à placer les exemples concrets entre ces deux extrêmes. En réalité, les nationalismes ne sont (presque) jamais aussi caricaturaux.

Quelle que soit la conception de la nation invoquée, les nationalistes ont pour dénominateur commun une méfiance quasi congénitale envers toute organisation politique mettant à mal cette fameuse congruence entre nation et politique. L'Union européenne ne peut donc être légitimée de leur point de vue – du moins dans sa forme présente, caractérisée par une Commission européenne et une Cour de justice supranationales, ou un Parlement européen transnational conçu pour représenter des groupes politiques plutôt que des nations. Outre leur capacité à dicter la conduite des États-nations européens, ces institutions peuvent être vues par les nationalistes comme (une menace) reniant la spécificité de leurs nations respectives, les confondant dans un ensemble européen dépourvu d'identité nationale. Il est donc raisonnable d'émettre l'hypothèse que les nationalistes aient une grande propension à être eurosceptiques. Pour autant, l'inverse n'est pas forcément vrai, comme l'illustre l'aile eurosceptique de gauche radicale.

¹⁷ F. FOZDAR, M. LOW, « 'They have to abide by our laws... and stuff' : ethnonationalism masquerading as civic nationalism », *Nations and Nationalism*, XXI, 3, 2015, p. 524-525.

2. Le cas particulier de la gauche radicale

De nombreux acteurs de la gauche radicale ne cachent pas leur hostilité envers l'Union européenne, qu'ils jugent trop libérale, mettant à mal par exemple la protection sociale des travailleurs, au nom du libre marché.¹⁸ Mais sont-ils eurosceptiques pour autant ? Comme expliqué précédemment, l'euro-scepticisme doit être entendu comme une opposition *de principe* – modérée ou non – à l'intégration européenne. Or, certaines critiques sévères faites à l'Union européenne *dans sa forme actuelle* sont en fait pro-européennes, voire fédéralistes.

C'est, par exemple, le cas du parti espagnol Podemos, qui ne mâche pas ses mots quant à la gouvernance de la zone euro, qu'il qualifie de non-démocratique.¹⁹ Il n'est cependant pas question pour eux de sortir de la zone euro. D'ailleurs, ce parti de gauche radicale souhaite même instrumentaliser la Banque centrale européenne (BCE) afin de racheter une partie de la dette des pays les plus endettés de la zone euro.²⁰ Ceci impliquerait, comme le préconise Podemos, une refonte des statuts de la BCE, mais non sa disparition.²¹ Or, si cette proposition va à contre-courant de l'actuelle politique, elle ne pourrait être qualifiée d'eurosceptique, puisqu'elle revient *in fine* à créer une solidarité budgétaire européenne.

La question est donc de savoir dans quelle mesure vouloir « une autre Europe » peut constituer une posture eurosceptique ou non. La position adoptée dans cette publication est la suivante : une position peut être qualifiée de pro-européenne dans la mesure où elle ne s'oppose pas au concept d'intégration européenne, qu'il s'agisse d'une intégration conforme à la dynamique observée dans

¹⁸ E. J. VAN ELSAS, *et al.*, « United against a common foe? The nature and origins of Euro-scepticism among left-wing and right-wing citizens », *West European Politics*, XXXIX, 6, 2016, p. 1184.

¹⁹ « We will promote the reform of European institutions to democratize political and economic decisions in the Eurozone », *Program*, Madrid: Unidos Podemos, 2019, [en ligne :] <https://lasonrisadeunpais.es/en/programa/>, consulté le 23 avril 2019.

²⁰ « Call for a European conference to discuss the coordinated debt restructuring of public debt within the Eurozone », *Program*, Madrid : Unidos Podemos, 2019, [en ligne :] <https://lasonrisadeunpais.es/en/programa/>, consulté le 23 avril 2019.

²¹ « Promoting reform of the statutes of the European Central Bank » *Program*, Madrid: Unidos Podemos, 2019, [en ligne :] https://lasonrisadeunpais.es/en/programa, consulté le 23 avril 2019.

la construction européenne jusqu'à ce jour, ou non. Il semble en effet approprié de ne pas qualifier d'euroseptique un parti qui prône une Europe intégrée économiquement et politiquement mais qui rejette les articles des traités limitant la capacité des États à intervenir dans la sphère économique. Ceci amènerait en fait à qualifier d'euroseptique tout acteur non acquis au libéralisme.

Toute la gauche radicale européenne n'est cependant pas du même acabit. Outre-Québécois, le parti La France Insoumise (LFI) se montre beaucoup plus souverainiste et hostile à l'UE, qu'il réduit au statut de marché unique soumettant les peuples à la « dictature des banques et de la finance »²². La logique du parti de Jean-Luc Mélenchon est assez simple : leur programme étant en contradiction avec les traités européens, la France se doit de refuser unilatéralement leur application et de négocier une refonte du droit européen. En cas d'échec, LFI préconise une sortie de l'UE et la construction d'une coopération intergouvernementale.²³ En somme, la position de la France insoumise se rapproche de celle de l'ex-Premier ministre britannique David Cameron à l'aube du referendum sur le Brexit : soit l'UE change pour se conformer à la volonté du Royaume-Uni, soit il fait campagne pour la sortie de son pays de l'Union. Le rapprochement s'accroît lorsqu'il s'agit d'envisager une UE réformée : celle-ci devrait notamment permettre aux États membres qui le souhaitent de ne pas souscrire aux traités qui ne leur conviennent pas (une Europe « à la carte »).²⁴

Pour reprendre le modèle théorique cité précédemment, il semble que la France Insoumise se situe dans une posture proche de l'eurosepticisme réformiste, voire de l'intergouvernementalisme : l'UE peut être un moindre mal, mais les intérêts de la nation priment, et il est donc envisageable de s'en séparer. Car c'est bien au nom de la nation que l'eurosepticisme de la France Insoumise s'affirme : la première mesure envisagée par le parti, s'il parvenait à gouverner la République française serait de « prendre les mesures immédiates et unilatérales de *sauvegarde des intérêts de la Nation* [nous soulignons] et d'application de notre projet »²⁵.

²² J.-L. MÉLENCHON, *L'Europe en question: sortir des traités européens*, Paris : La France Insoumise, 2019, [en ligne :] <https://laec.fr/chapitre/4/sortir-des-traites-europeens>, consulté le 25 janvier 2019.

²³ *Ibid.*

²⁴ S. CASTLE, J. KANTER, « E.U. Deal Clears Path for British Referendum on Membership », *The New York Times*, 19 février 2016, [en ligne :] <https://www.nytimes.com/2016/02/20/world/europe/eu-deal-clears-path-for-british-referendum-on-membership.html>, consulté le 30 janvier 2019.

²⁵ J.-L. MÉLANCHON, *op. cit.*

Décrire un parti de gauche radicale comme nationaliste pourrait susciter quelques interrogations. La gauche, d'inspiration marxiste, ne devrait-elle pas être internationaliste ? Le nationalisme constitue en réalité le point commun de presque tous les euroscepticisms. En effet, à gauche comme à droite, « les partis radicaux perçoivent l'idée européenne comme une menace pour l'identité, l'unité et l'autonomie de la nation »²⁶. Que certains prônent une nation ouverte et volontariste n'est finalement pas pertinent lorsqu'il s'agit d'euroscepticisme : les nationalistes affirment la singularité de la nation qu'ils défendent contre l'intégration européenne. Si la gauche – radicale ou modérée – s'est historiquement faite représentante et défenderesse des intérêts de la classe ouvrière, la gauche eurosceptique aurait pour sa part substitué la nation au prolétariat, l'intérêt national à l'intérêt de classe²⁷, et l'Union européenne au capital. L'émancipation, désormais nationale, doit se faire vis-à-vis de l'UE, et non du capital de manière générale.²⁸ Cette posture s'observe dans le chef de La France Insoumise – à commencer par le nom du parti – qu'on peut mettre en contraste, par exemple, avec l'ancêtre du Parti socialiste français, la Section française de l'Internationale ouvrière.

III. Les eurosceptiques peuvent-ils (vraiment) faire bloc ?

Comme il y a cinq ans²⁹, l'hypothèse d'une « vague populiste » ou « eurosceptique » lors du scrutin européen de mai 2019 fait à nouveau la Une de la presse.³⁰ En 2014, l'euroscepticisme avait en effet progressé au Parlement européen, sans (pour autant) qu'une vague n'ait submergé le continent de

²⁶ D. HALIKIOPOULOU, K. NANOU, S. VASILOPOULOU, « The paradox of nationalism: the common denominator of radical right and radical left Euroscepticism », *European Journal of Political Research*, LI, 4, 2012, p. 508.

²⁷ *Ibid.*, p. 511.

²⁸ *Ibid.*, p. 512.

²⁹ Voir par exemple : A. FAUJAS, « En Europe, les anti ont le vent en poupe », *Jeune Afrique*, 30 janvier 2014, [en ligne :] <https://www.jeuneafrique.com/134669/politique/en-europe-les-anti-ont-le-vent-en-poupe/>, consulté le 8 mars 2019.

³⁰ Voir par exemple : C. CHATIGNOUX, « La vague populiste gagne toute l'Europe », *Les Échos*, 26 octobre 2018, [en ligne :] https://www.lesechos.fr/26/10/2018/lesechos.fr/0600035767017_la-vague-populiste-gagne-toute-l-europe.htm, consulté le 8 mars 2019.

manière uniforme.³¹ Une fois les résultats annoncés, la question se posait cependant de savoir si ce succès allait permettre aux eurosceptiques de gagner en influence au sein de l'assemblée parlementaire. En d'autres mots : parviendraient-ils à faire preuve d'unité afin de contrecarrer les plans de leurs adversaires pro-européens ? Poser la question sous-entendait naturellement un doute raisonnable quant à leur capacité à faire bloc. Et en effet, l'histoire de l'eurosepticisme international tend à démontrer que constituer une telle coopération entre nationalistes est non seulement périlleux, mais aussi peu cohérent. De fait, des acteurs principalement nationalistes auraient-ils intérêt à constituer une organisation politique paneuropéenne efficace ? *In varietate concordia*³², c'est la devise de l'Union européenne, après tout.

1. Retour sur la difficile coopération des eurosceptiques

En 1984, au lendemain de la seconde élection directe des parlementaires européens, était créé le Groupe de la Droite européenne, autour du Front national de Jean-Marie Le Pen et du Mouvement social italien, une formation néofasciste. Autant dire que les eurosceptiques, y compris les plus nationalistes, œuvrent à une coopération transnationale depuis longtemps. Cependant, pour cette mouvance politique, tout exercice d'internationalisme s'est avéré relativement périlleux. Ainsi, ce groupe politique implosa des suites d'une dispute entre élus allemands et italiens à propos du statut de la région du Sud Tyrol.³³ Par la suite, le groupe Identité, Tradition, Souveraineté, fondé en 2007, ne subsistera que quelques mois en raison de divergences internes.³⁴

³¹ A. SALLES, C. CHAMBRAUD, « Européennes : vague europhobe sur le Vieux Continent », *Le Monde*, 26 mai 2014 [en ligne :] https://www.lemonde.fr/europe/article/2014/05/26/vague-europhobe-sur-le-vieux-continent_4425957_3214.html, consulté le 8 mars 2019.

³² « Unie dans la diversité ».

³³ N. STARTIN, N. BRACK, *op. cit.*, p. 30-31.

³⁴ Et notamment une profonde mésentente entre l'eurodéputée italienne Alessandra Mussolini et ses collègues roumains. Celle-ci avait en effet qualifié les citoyens roumains de « bestiaux » et d'« indésirables ». Voir à ce propos « Le groupe d'extrême droite du Parlement européen a été dissous », *Le Monde*, 15 novembre 2007, [en ligne :] https://www.lemonde.fr/europe/article/2007/11/15/le-groupe-d-extreme-droite-du-parlement-europeen-a-ete-dissous_978560_3214.html, consulté le 5 février 2019.

Aujourd'hui, une grande partie de la droite radicale européenne parvient malgré tout à se coordonner, tant au sein du Parlement européen avec le groupe politique Europe des Nations et des Libertés (ENL) qu'en dehors, via le parti paneuropéen Mouvement pour l'Europe des Nations (MENL). Toutefois, la création du groupe politique ENL ne s'est pas faite sans encombre, celle-ci ayant dans un premier temps failli avant que le seuil des sept États membres représentés ne soit atteint, *in extremis*.³⁵

Force eurosceptique rivale, l'Europe de la Liberté et de la Démocratie directe (ELDD) n'est finalement pas très différente de l'ENL, que ce soit sur le plan de la cohésion ou même des idées. Si la notoriété de l'ELDD n'est pas très grande, celle de son président Nigel Farage n'est plus à prouver. Malgré un taux d'absentéisme record³⁶, ce dernier est parvenu à faire du Parlement européen une tribune de choix pour exprimer son profond mépris pour les institutions européennes et leurs dirigeants.³⁷ En tant que groupe, l'ELDD illustre néanmoins parfaitement les défaillances de l'euroscepticisme paneuropéen. De tous les groupes politiques représentés au Parlement européen, l'ELDD est vraisemblablement celui qui s'apparente le plus à une alliance purement pragmatique visant à obtenir des ressources, et non à représenter un courant politique au sein de l'assemblée législative européenne. Depuis sa création en 2014, ce groupe est resté constant dans son incohérence. Incapable de faire preuve d'unité lorsqu'il s'agit de voter, le groupe est même parvenu à voter majoritairement contre une proposition issue de ses propres rangs.³⁸

³⁵ E. GALIERO, « Parlement européen: Marine Le Pen crée son groupe », *Le Figaro*, 16 juin 2015, [en ligne :] http://www.lefigaro.fr/politique/2015/06/15/01002-20150615ART-FIG00426-parlement-europeen-marine-le-pen-cree-son-groupe.php?redirect_premium, consulté le 6 mars 2019.

³⁶ R. GRANT, « Only one person in the EU Parliament has a worse voting record than Nigel Farage », *Daily Mirror*, 28 juin 2016, [en ligne :] <https://www.mirror.co.uk/news/world-news/only-one-person-eu-parliament-8302643>, consulté le 21 février 2019.

³⁷ Nigel Farage avait notamment comparé le charisme de Herman Van Rompuy, alors président du Conseil, à celui d'un « torchon humide », et son apparence, à celle d'un « petit commis de banque ». Voir K. ADAM, « Nigel Farage : The bombastic bloke at the pub who changed British history », 4 juillet 2016, [en ligne :] https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2016/07/04/nigel-farage-the-bombastic-bloke-at-the-pub-who-changed-british-history/?noredirect=on&utm_term=.f295303034a8, consulté le 21 février 2019.

³⁸ *Which EP political groups are actually fake ?*, Bruxelles : VoteWatch Europe, 21 janvier 2019, [en ligne :] <https://www.votewatch.eu/blog/which-ep-political-groups-are-actually-fake>, consulté le 14 février 2019.

La survie de l'ELDD a donc toujours semblé précaire, et ce du fait du peu d'États membres qui y sont représentés, couplé à son manque de cohésion. Alors que le règlement du Parlement européen stipule que tout groupe politique doit comporter au minimum 25 membres issus de 25 % des États membres, l'ELDD ne représente aujourd'hui que sept États, soit le strict minimum requis.³⁹ Aussi, il a longtemps été traversé par une opposition entre ses deux principales composantes – le Mouvement 5 Étoiles⁴⁰ (M5S) italien et les Britanniques du United Kingdom Independence Party (UKIP) – lesquelles sont en désaccord sur à peu près tous les sujets.⁴¹ Ceci s'explique par le fait que, si UKIP est foncièrement europhobe, le M5S se montre beaucoup plus modéré, ayant même rejeté l'idée d'une sortie de l'Italie de la Zone Euro.⁴²

Cette configuration est en fait typique de la coopération entre eurosceptiques : depuis les années 1980, leurs alliances ont souvent pâti de leur organisation autour de deux forces dominantes et centripètes : le Front National et le FPÖ pendant les années 1990-2000, la Lega, UKIP et le Mouvement 5 étoiles... Au Parlement européen en particulier, il est généralement difficile pour la droite eurosceptique de rassembler plus de deux grands partis, dont l'association tient plus du mariage de raison que de la convergence programmatique. Aussi, même les partis de droite radicale considèrent certains acteurs comme trop extrêmes, et donc infréquentables.⁴³

³⁹ Aussi, les députés issus de Tchéquie, d'Allemagne, de Pologne et de Lituanie disposent d'un pouvoir significatif, en tant qu'uniques représentants de leurs pays respectifs.

⁴⁰ « MoVimento 5 Stelle » en italien.

⁴¹ *UKIP and 5-Stars agreed on only 27% of EP votes so far. What unites and what divides them ?*, Bruxelles : VoteWatch, 9 avril 2015, [en ligne :] <https://www.votewatch.eu/blog/ukip-and-5-stars-agreed-on-only-27-of-ep-votes-so-far-what-unites-and-what-divides-them>, consulté le 15 février 2019.

⁴² M. MUSSO, M. MACCAFERRI, « At the origins of the political discourse of the 5-Star Movement (M5S) : Internet, direct democracy and the « "future of the past" », *Internet Histories*, II, 1-2, 2018, p. 114. À cet égard, il apparaît intéressant de constater que le groupe qui précédait l'ELDD de 2009 à 2014 (ELD) démontrait les mêmes défaillances autour de son axe « italo-britannique », alors traversé par une division entre UKIP, europhobe, et la Lega Nord, future Lega, menée par Matteo Salvini. R. WHITAKER, P. LYNCH, *op. cit.*, p. 244-245.

⁴³ C'est le cas du Jobbik hongrois ou des grecs de l'Aube dorée, que le Front national ne souhaitait pas inclure dans son groupe. Ironiquement, le Front national était alors considéré, pour des raisons semblables, comme infréquentable par le « clan » de l'ELDD de Nigel Farage.

Au cours des dernières législatures, si les eurosceptiques sont parvenus, tant bien que mal à s'organiser dans et en dehors des institutions européennes, ces associations sont généralement trop hétérogènes et désunies pour parvenir à influencer le travail du Parlement européen. Bien entendu, chaque groupe, en ligne avec la pensée eurosceptique, maintient aussi l'importance du respect des spécificités nationales de ses membres, rendant l'idée d'une consigne de vote peu appréciable. Toutefois, ceci ramène les eurosceptiques à occuper des positions d'*outsiders*.

La gauche eurosceptique est dans une situation plus compliquée encore vu son caractère d'autant plus minoritaire. Elle ne constitue en effet qu'une partie du groupe de la Gauche unitaire européenne/Gauche nordique verte (GUE/GNV) dont l'intégrationnisme croissant a mené au départ du Parti communiste grec (KKE) dès 2014.⁴⁴

2. Les Conservateurs et Réformistes européens : une certaine cohérence

Seul un groupe politique eurosceptique s'est vraiment démarqué par sa relative cohésion : le groupe des Conservateurs et réformistes européens (CRE).⁴⁵ Le CRE est le groupe des eurosceptiques *soft*, autoproclamés « réformistes » ou, plus récemment, « euroréalistes ». ⁴⁶ C'est notamment en son sein que siègent les eurodéputés de la N-VA, le plus important parti politique belge, tout comme Droit et Justice (PiS), le plus grand parti de Pologne et, pour au moins quelques mois encore⁴⁷, les conservateurs britanniques, qui gouvernent le Royaume-Uni depuis 2010. Autrement dit, le CRE n'est pas un groupe d'*out-*

⁴⁴ CENTRAL COMMITTEE OF THE KKE, *Statement of the Central Committee of the KKE on the stance of the KKE in the EU parliament*, Athènes : Communist Party of Greece, 3 juin 2014, [en ligne :] <https://inter.kke.gr/en/articles/Statement-of-the-Central-Committee-of-the-KKE-on-the-stance-of-the-KKE-in-the-EU-parliament>, consulté le 22 février 2018.

⁴⁵ N. BRACK, *op. cit.*, p. 137-138.

⁴⁶ B. LERUTH, « Is "Eurorealism" the new "Euroscepticism" », in J. FITZGIBBON (dir.), *Euroscepticism as a Transnational and Pan-European Phenomenon*, Abingdon : Routledge, 2018, p. 46.

⁴⁷ Lors de la rédaction de cette analyse, l'issue du processus de sortie de l'Union européenne du Royaume-Uni (Brexit) est encore inconnue. Il n'est pas non plus établi en cas de report du Brexit, si des élections européennes devront avoir lieu Outre-Manche.

siders. *A contrario*, il reprend même plusieurs partis « de gouvernement » et ne constitue donc pas une opposition « antisystème ». Enfin, le CRE fédère des partis qui partagent une résistance plus ou moins modérée à l'intégration européenne : tous se situent à la droite de l'échiquier politique. Il s'agit plus précisément d'une droite conservatrice et atlantiste. Hors du Parlement européen, le CRE s'appuie aussi sur un parti paneuropéen, l'Alliance des conservateurs et réformistes européens (ACRE), ainsi que des groupes frères au sein du Comité des Régions, du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. Au niveau global, l'ACRE est en fait affiliée à un réseau conservateur mondial comprenant notamment le Likoud (Israël) ou le Parti républicain (USA).⁴⁸

Le CRE est donc assez homogène et politiquement intégré, bien que les partis qui le composent n'aient pas toujours tenu le même discours. C'est notamment le cas de la N-VA – qui fut naguère bien plus enthousiaste à l'égard du projet européen lorsqu'elle siégeait dans le même groupe que les écologistes⁴⁹ –, ou du parti finlandais Perussuomalaiset⁵⁰ – lequel s'est attaché ces dernières années à modérer son euroscepticisme.⁵¹

⁴⁸ « Member parties & Regional Partners », ACRE, Bruxelles : Alliance of Conservatives and Reformists in Europe, 2017, [en ligne :], https://www.aceurope.eu/our_family#parties, consulté le 20 février 2019.

⁴⁹ La N-VA siégea de 2004 à 2014 dans le « Groupe des Verts/Alliance libre européenne », la Volksunie, ancêtre de la N-VA, étant un membre fondateur de l'« Alliance libre européenne » (ALE), groupement transnational de partis régionalistes européens. Dans ce groupe plutôt pro-européen, les nationalistes flamands ne faisaient pas figure d'exception.

⁵⁰ Généralement traduit en français par « les vrais Finlandais » ou « les Finlandais ordinaires ».

⁵¹ B. LERUTH, *op. cit.*, p. 47.

3. 2019, l'année du front eurosceptique ?

À l'aube des élections de 2019, mais déjà depuis un certain temps, on s'attend à la recrudescence des partis eurosceptiques.⁵² Néanmoins, les derniers sondages semblent ne pas laisser présager un véritable « raz de marée ». D'autant que, comme détaillé précédemment, il n'existe pas « un » euroscepticisme, mais plusieurs, répartis au sein de plusieurs groupes peu cohérents.⁵³ Il est donc quelque peu abusif de dire que les eurosceptiques de droite et de droite radicale sont en position de force, et ce alors qu'ils vont devoir – à terme – faire face aux conséquences du Brexit et par là-même enregistrer la perte de l'important contingent « eurosceptique » britannique.

Il semble ainsi acté que l'ELDD disparaîtra en 2019 – du moins après la sortie effective du Royaume Uni de l'UE. Déjà affaibli par ses divisions internes, ce groupe politique est surtout en phase de perdre son principal contingent (britannique) et tomber de la sorte sous le seuil des sept États membres représentés.⁵⁴ Face à cela, le Mouvement 5 Étoiles – deuxième force du groupe – a annoncé vouloir créer un groupe politique populiste « pour ceux qui ne s'identifient ni aux partis de droite nationaliste, ni aux partis traditionnels [...] ».⁵⁵

Le reste de la droite eurosceptique pourrait pour sa part voir son salut en la constitution d'un bloc eurosceptique de droite appelé de leurs vœux par Marine Le Pen et Matteo Salvini.⁵⁶ Ce dernier s'efforce d'ailleurs de rassembler au-delà de son groupe politique (ENL). À l'été 2018, Salvini déclarait ainsi vouloir constituer une « ligue des Ligues en Europe qui unisse tous les mouvements

⁵² V. GEORIS, « Percée des partis europhobes en vue aux Européennes de mai 2019 », *L'Echo*, 30 juillet 2018, [en ligne :] <https://www.lecho.be/economie-politique/europe/elections/percee-des-partis-europhobes-en-vue-aux-europeennes-de-mai-2019/10035264.html>, consulté le 25 février 2019.

⁵³ M. BUISSON, *op. cit.*

⁵⁴ « European Parliament Elections 2019 », Vienne : Poll of Polls, 25 février 2019, [en ligne :] <https://pollofpolls.eu/EU>, consulté le 25 février 2019.

⁵⁵ S. SCIORILLI BORRELLI, « Italy's 5Stars launch new group in European Parliament », *Politico*, 15 février 2019, [en ligne :] <https://www.politico.eu/article/italys-5stars-launch-new-group-in-european-parliament/>, consulté le 11 mars 2019.

⁵⁶ J. QUATREMER, « Union des populistes : mission improbable », *Libération*, 8 avril 2019, p. 5.

libres qui veulent défendre leurs frontières et le bien-être de leurs enfants »⁵⁷. Quelques mois plus tard, l'idée avançait avec l'annonce par Salvini et d'autres leaders de l'ENL (dont Marine Le Pen) d'un Front de la Liberté.⁵⁸ La croisade de Salvini ne s'est par ailleurs pas arrêtée au cercle restreint de son actuel groupe politique européen (RN, Vlaams Belang, FPÖ...). L'actuel ministre italien de l'Intérieur drague tous azimuts. Il a ainsi rencontré le Premier ministre hongrois Viktor Orban, avec qui il a déclaré faire front contre les « promigrants » et qui est membre du Parti populaire européen (PPE).⁵⁹ Quelques mois plus tard, en janvier 2019, Salvini était l'invité de Jaroslaw Kaczynski, leader du parti PiS actuellement majoritaire à la Diète⁶⁰ et membre du groupe CRE au Parlement européen. Son objectif ? Rassembler tous ceux qui luttent contre l'immigration extraeuropéenne et profiter de la vague d'euroscepticisme pour former un groupe influent au Parlement européen.

Le rêve de Matteo Salvini peut-il aboutir ? Du « rêve » à la réalité, il n'y a qu'un pas qu'il faut cependant se garder de franchir trop vite. Les manœuvres politiques de Matteo Salvini ont en effet permis de mettre en avant les profondes différences l'opposant à ses alliés potentiels. Y compris sur les questions de migration. Les gouvernements polonais et hongrois s'opposent ainsi fermement à toute relocalisation des migrants déjà présents dans l'Union, alors que l'Italie de Salvini est au contraire un fervent soutien de ces fameux « quotas » visant à répartir les demandeurs d'asile entre les États membres de l'UE.⁶¹ *In fine*, les efforts de l'actuel homme fort de l'Italie se sont soldés par ce qui s'apparente à un véritable camouflet. La réunion de la nouvelle plateforme L'Europe du Bon Sens le 8 avril 2019 visant à coaliser les nationalistes des tous bords au sein du futur Parlement Européen n'a toutefois réuni que quatre personnalités non-italiennes. Longtemps courtisés, les représentants du PiS

⁵⁷ « Italie : Salvini lance l'idée d'une «Ligue des Ligues» en Europe », *Rtbf.be*, 1^{er} juillet 2018, [en ligne :] https://www.rtbf.be/info/monde/detail_italie-salvini-lance-l-idee-d-une-ligue-des-ligues-en-europe?id=9961496, consulté le 25 février 2019.

⁵⁸ L. AUDIGANE, A. LAMBRET, « Le Pen et Salvini lancent une force commune pour les européennes », *Bfmtv.com*, 8 octobre 2018, [en ligne:] <https://www.bfmtv.com/international/salvini-et-le-pen-lancent-une-force-commune-pour-les-europennes-1539919.html>, consulté le 25 février 2019.

⁵⁹ C. DUCOURTIEUX, *et. al.*, « Migrants : Viktor Orban et Matteo Salvini prennent Emmanuel Macron pour cible », *Le Monde*, 29 août 2018, [en ligne :] https://www.lemonde.fr/europe/article/2018/08/29/viktor-orban-et-matteo-salvini-prennent-emmanuel-macron-pour-cible_5347450_3214.html, consulté le 5 mars 2019.

⁶⁰ La Diète est le nom donné à la chambre basse du parlement polonais (l'équivalent de la Chambre des représentants en Belgique).

⁶¹ S. SCIORILLI BORRELLI, *op. cit.*

ou de Fidesz brillaient par leur absence... Tout comme Marine Le Pen dont la présence aurait été jugée trop dommageable à l'image du nouveau groupe.⁶²

Soulignons enfin que les efforts menés par les Conservateurs et Réformistes européens (CRE) pour courtiser le Fidesz de Viktor Orban n'ont pas rencontré plus de succès – le Fidesz étant peu enclin à quitter le groupe le plus puissant du Parlement européen.⁶³

Tout laisse donc penser que, si un front eurosceptique devait naître, il n'en aurait que le nom. En cause : des différences nationales probablement trop importantes, mais aussi des partis vus comme moins fréquentables que d'autres, comme toujours. Enfin, il reste la question de regrouper plusieurs partis rivaux issus d'un même pays. Électoralement, ceux-ci ont plutôt intérêt à se différencier.

⁶² J. GAUTHERET, « Salvini fait sa grande alliance européenne en petit comité », *Le Monde*, 10 avril 2019, p. 4.

⁶³ J. QUATREMER, *op. cit.*

Conclusions

1. S'opposer à l'Europe, mais encore ?

Quel est le principal clivage séparant les députés européens ? Depuis plusieurs années, beaucoup seraient tentés de voir l'axe pro-européen/euroseptique comme principale ligne de fracture. Certains interprètent aussi les récents développements comme le chant du cygne du clivage gauche-droite, au profit de celui opposant une « société ouverte » à une « société fermée »⁶⁴. C'est ni plus ni moins ce que clamait Marine Le Pen, euroseptique et nationaliste, le soir de sa défaite à l'élection présidentielle française de 2017.⁶⁵ Son opposant, Emmanuel Macron, ne semble pas vraiment se distancer de cette analyse, lui qui a plusieurs fois exprimé son souhait de rassembler les forces « progressistes » contre les « nationalistes » à l'occasion des prochaines élections européennes.⁶⁶

N'en déplaise à certains, la réalité n'est pas aussi binaire, et les euroseptiques en sont l'illustration. Un point de convergence n'a jamais été suffisant – et le ne sera sans doute jamais – pour constituer un groupe uni et cohérent au Parlement européen. En général, un groupement politique se forme et se maintient sur quelque chose de plus global ; une vision de ce que la société est actuellement, et de ce qu'elle devrait être : une idéologie. Afin de pérenniser leurs formations respectives, il semblerait que beaucoup d'euroseptiques souhaitent rassembler au-delà de leur opposition à l'intégration européenne... Avec plus ou moins de succès. Mais aussi avec le « risque » pour ces euroseptiques de cesser de faire de l'UE l'épouvantail qu'ils fustigent depuis des années et de « rentrer dans le rang ». Le groupe conservateur CRE, par exemple,

⁶⁴ Ou, selon le point de vue, les « mondialistes » aux « patriotes ».

⁶⁵ M. DE BONI, « Marine Le Pen admet sa défaite et annonce la création d'une nouvelle force politique », *Le Figaro*, 7 mai 2017, [en ligne :] <http://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/2017/05/07/35003-20170507ARTFIG00210-marine-le-pen-admet-sa-defaite-et-annonce-la-creation-d-une-nouvelle-force-politique.php>, consulté le 7 mars 2019.

⁶⁶ A. LEMARIE, « Européennes 2019 : Macron tente d'imposer sa vision des progressistes contre les populistes », *Le Monde*, 9 novembre 2018, [en ligne :] https://www.lemonde.fr/politique/article/2018/11/09/progressistes-contre-populistes-macron-tente-d-imposer-sa-vision_5381010_823448.html, consulté le 7 mars 2019.

ose à présent proposer des « solutions européennes » et s'enorgueillit même d'avoir poussé à l'harmonisation européenne des procédures d'expulsion des personnes en séjour illégal.⁶⁷

2. Mais s'opposent-ils encore à l'Europe ?

Il est aussi pertinent de s'intéresser aux manœuvres du leader du Mouvement 5 étoiles, Luigi Di Maio, lequel ne s'est pas gêné pour faire campagne auprès des « gilets jaunes » en France, contribuant à l'ampleur européenne de la question sociale.⁶⁸ Issu du même parti, Giuseppe Conte, Premier ministre italien, déclare que l'Europe devrait même être refondée d'une manière plus inclusive, « au risque de causer l'effondrement de son architecture »⁶⁹. Parler ici d'euroscpticisme est-il donc seulement correct ?

De la même manière que postulé par la théorie néo-fonctionnaliste de l'intégration européenne, il pourrait être supposé que, « malgré eux », les euroscptiques se tournent graduellement vers l'UE. Ils agiraient d'abord par nécessité, mais pourraient en arriver à changer leurs « loyautés », surtout après tant d'années passées sur les bancs du Parlement européen.⁷⁰ Cette institution, d'abord envisagée comme une tribune, aurait-telle amené certains à vouloir y tenir un rôle plus actif – quitte à en adopter les codes ?

⁶⁷ « An EU immigration system that works », *vision*, Bruxelles: European Conservatives and Reformists, 2018, [en ligne :] https://ecrgroup.eu/vision/an_eu_immigration_system_that_works, consulté le 7 mars 2019.

⁶⁸ C. DI PRIMA, « Di Maio explique pourquoi il a rencontré des gilets jaunes, provoquant la colère de la France », *L'Écho*, 8 février 2019, [en ligne :] <https://www.lecho.be/economie-politique/europe/general/di-maio-explique-pourquoi-il-a-rencontre-des-gilets-jaunes-provoquant-la-colere-de-la-france/10095774.html>, consulté le 7 mars 2019.

⁶⁹ S. SCIORILLI BORRELLI, « Italian PM: We want to shake things up in Europe », *Politico*, vol. V, 5, février 2019, p. 6-7.

⁷⁰ Le néo-fonctionnalisme, tel que développé par Ernst Haas, considère que le processus d'intégration européenne ne s'explique pas par des choix idéologiques d'une élite pro-européenne. Au contraire, elle serait le résultat de divisions orientées par des questions d'intérêt propre, par les élites nationales. En bref, pour atteindre leurs objectifs propres, celles-ci sont amenées à se tourner de plus en plus vers les institutions européennes, entraînant un changement de loyauté des élites du niveau national vers l'UE. Voir S. SAURUGGER, *Theoretical Approaches to European Integration*, Basingstoke : Palgrave MacMillan, 2014, p. 34-53.

Évitons cependant de tirer des conclusions hâtives. Comme expliqué précédemment, certains partis à présent classés eurosceptiques n'ont pas toujours été de ce bord. À ses débuts, le Mouvement 5 étoiles était partisan de la rigueur budgétaire et pro-européen.⁷¹ En 2010, le manifeste de la N-VA plaidait pour « une Europe toujours plus unie, pas seulement économiquement, mais aussi politiquement »⁷². Pourtant, en 2014, le parti nationaliste flamand rejoignait le groupe CRE et adoptait une posture « euroréaliste » ne voyant pas l'intégration politique comme une fin en soi.⁷³ S'il est donc tentant de conclure à une « européanisation » de certains eurosceptiques, l'histoire tend plutôt à conclure à un énième ajustement rhétorique de la part d'acteurs soucieux de se différencier sur leurs scènes politiques nationales respectives.

3. L'Europe, mais encore ?

Quelle que soit la sincérité des propos des eurosceptiques d'hier ou d'aujourd'hui, la poussée de ces partis à travers le continent, qui s'accompagne souvent de la popularité croissante d'une rhétorique xénophobe et isolationniste, ne peut être ignorée. Que les élections européennes de 2019 ne permettent pas aux eurosceptiques les plus virulents d'avoir un impact ne devrait pas être vu avec trop de soulagement par ceux qui s'inquiètent de l'avenir de l'UE. Les idées mises en avant par beaucoup d'eurosceptiques, tels ceux d'extrême-droite, sont difficilement défendables dans un État de droit. Par ailleurs, la rhétorique populiste de nombre d'entre eux se capitalise sur les colères. Elle a tout intérêt à les catalyser, et non à s'attaquer à leurs causes profondes. Populistes dans leur majorité, les eurosceptiques ne rechignent pas à galvaniser leur base dans l'illusion dangereuse qu'ils constituent à eux seuls « le peuple ».

Il faut par ailleurs garder à l'esprit que les colères sur lesquelles l'euroscepticisme repose ne sont pas de simples vues de l'esprit créées de toutes pièces par les partis populistes. Reprocher à l'Union européenne son déficit démocratique n'est pas une hérésie intellectuelle, à l'évidence. Les mesures économiques prises au niveau européen depuis le début de la crise économique

⁷¹ M. MUSSO, M. MACCAFERRI, *op. cit.*, p. 15-16.

⁷² Cité par B. LERUTH, *op. cit.*, p. 55.

⁷³ *Ibid.*, p. 56.

ne peuvent pas non plus toujours être considérées comme de francs succès. Si la croissance économique est aujourd'hui plus ou moins rétablie, les mesures d'austérité effectuées dans certains pays – la Grèce en premier lieu – risquent de laisser des traces indélébiles sur une génération entière.⁷⁴

Non, constater les errements de la politique économique européenne et critiquer son architecture institutionnelle ne doit pas mener à jeter le bébé avec l'eau du bain en rejetant le concept d'intégration européenne dans son ensemble. C'est une absurdité. Quoi qu'en disent les populistes et eurosceptiques de tout bord, l'intégration politique de l'Europe a favorisé la paix et la prospérité au cours des six dernières décennies. Néanmoins, il est tout aussi absurde de nier le problème et de défendre le *statu quo*. C'est pourtant ce que certaines personnes supposées « pro-européennes » semblent faire aujourd'hui. Rejeter la critique et maintenir le *statu quo*, sans même le défendre, est non seulement absurde, mais tout aussi pernicieux. Après tout, les eurosceptiques ont le mérite d'alimenter un véritable débat d'envergure européenne sur l'avenir institutionnel de l'UE.

* *

Jérôme Vanstalle est titulaire d'un master en sciences politiques et chercheur au sein du PEPS, au CPCP

⁷⁴ M. CANDAU, « L'austérité infligée à la Grèce soulève la question des indemnités », *Euractiv.fr*, 21 novembre 2018, [en ligne :] <https://www.euractiv.fr/section/economie/news/eu-institutions-are-liable-for-greek-bailout-damage-former-un-official-says>, consulté le 22 mars 2019.

Acronymes

- ACRE** : Alliance des conservateurs et réformistes européens. Parti paneuropéen associé au groupe politique CRE.
- CRE** : Conservateurs et réformistes européens Groupe politique conservateur et eurosceptique au Parlement européen associé au parti ACRE.
- ELD** : Europe de la liberté et de la démocratie. Groupe politique eurosceptique hétéroclite au Parlement européen de 2009 à 2014.
- ELDD** : Europe de la liberté et de la démocratie directe. Groupe politique eurosceptique hétéroclite au Parlement européen.
- ENL** : Europe des nations et des libertés. Groupe politique de la droite radicale au Parlement européen.
- FN** : Front national. Aujourd’hui appelé « Rassemblement national ».
- FPÖ** : Freiheitliche Partei Österreichs (Parti de la Liberté d’Autriche). Parti de droite radicale autrichien.
- GUE/NGL** : Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique. Groupe politique de la gauche radicale au Parlement européen.
- KKE** : Κομμουνιστικό Κομμα Ελλάδας (Parti Communiste de Grèce).
- LFI** : la France Insoumise. Principal parti de gauche radicale en France.
- M5S** : Movimento 5 Stelle (Mouvement 5 étoiles). Actuellement le plus grand parti italien en termes de députés. Parti populiste et de tendance eurosceptique.
- MENL** : Mouvement pour l’Europe des nations et des libertés (parti paneuropéen lié au groupe ENL).
- N-VA** : Nieuw-Vlaamse Alliantie (Nouvelle Alliance Flamande).
- PiS** : Prawo i Sprawiedliwość (Droit et Justice) – Parti nationaliste et conservateur polonais.
- PS** : Parti socialiste (en Belgique francophone).
- PTB** : Parti des Travailleurs de Belgique.
- RN** : Rassemblement national. Principal parti de droite radicale en France, anciennement appelé « Front national ».
- S&D** : Groupe politique de l’Alliance progressiste des socialistes et démocrates au parlement européen.
- SFIO** : Section Française de l’Internationale Ouvrière. Ancêtre du parti socialiste français.
- SYRIZA** : Συνασπισμός Ριζοσπαστικής Αριστεράς (Coalition de la Gauche Radicale) – parti de gauche radicale grecque.

- UE** : Union européenne.
- UKIP** : United Kingdom Independence Party (Parti de l'indépendance du Royaume-Uni). Parti europhobe et xénophobe britannique.
- VB** : Vlaams Belang (L'intérêt Flamand).

Pour aller plus loin...

- BERGER N., *L'eurosepticisme - Bruxelles rattrapée par ses démons*, Bruxelles : CPCP, « Au quotidien », juin 2014, 28 p.
- BITSCH M-T., *Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours*, 5^e éd., Paris : Editions Complexe, 2008, 401 p.
- BRACK N., *Opposing Europe in the European Parliament: Rebels and Radicals in the Chamber*, Londres : Palgrave Macmillan, 2018, 231 p.
- FITZGIBBON J. (dir.), *Eurosepticism as a Transnational and Pan-European Phenomenon*, Abingdon : Routledge, 2018, 184p.
- FOZDAR F., LOW M., « 'They have to abide by our laws... and stuff' : ethnonationalism masquerading as civic nationalism », *Nations and Nationalism*, XXI, 3, 2015, p. 524-543.
- HALIKIOPOULOU D., NANOU K., VASILOPOULOU S., « The paradox of nationalism : the common denominator of radical right and radical left Eurosepticism », *European Journal of Political Research*, LI, 4, 2012, p. 504-539.
- KYRIAZI A., « Ultrnationalist discourses of exclusion: a comparison between the Hungarian Jobbik and the Greek Golden Dawn », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, XLII, 15, 2016, p. 2528-2547.
- MUSSO M., MACCAFERRI M., « At the origins of the political discourse of the 5-Star Movement (M5S): Internet, direct democracy and the «future of the past" », *Internet Histories*, II, 1-2, 2018, p. 98-120.
- SAURUGGER S., *Theoretical Approaches to European Integration*, Basingstoke : Palgrave MacMillan, 2014, p. 304p.
- TAGGART P., « A Touchstone of Dissent : Eurosepticism in Contemporary Western European Party Systems », *European Journal of Political Research*, XXXIII, 3, 1998, p. 363-388.
- VAN ELSAS E. J., *et al.*, « United against a common foe ? The nature and origins of Eurosepticism among left-wing and right-wing citizens », *West European Politics*, XXXIX, 6, 2016, p. 1181-1204.

- WHITAKER R., LYNCH P., « Understanding the Formation and Actions of Eurosceptic Groups in the European Parliament : Pragmatism, Principles and Publicity », *Government and Opposition*, XLIX, 2, 2013, p. 232-263.

VANSTALLE Jérôme, *Eurosceptiques, unis dans la diversité ?*, Bruxelles : CPCP, « Analyses », 2019, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/etudes-et-prospectives/collection-au-quotidien/eurosceptiques-diversite>.

DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.

www.cpcp.be



Avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Par définition, l'eurosepticisme suppose une défiance vis-à-vis de l'Union européenne, non pas pour ses politiques, mais car elle pousse à l'intégration économique, politique et culturelle de ses États membres. Ainsi, l'eurosepticisme est bien souvent alimenté par le nationalisme, qui, au nom de la congruence entre l'État et la nation – dont il soutient la singularité – ne peut accepter une telle « perte de souveraineté ». Toutefois, beaucoup d'acteurs qualifiés d'euroseptiques habitent aujourd'hui les institutions européennes, siégeant au Conseil, ainsi qu'au Parlement européen. Dans l'optique des prochaines élections européennes, certains d'entre eux œuvrent à la création d'une « ligue » euroseptique afin de constituer une véritable force sous la prochaine législature. N'est-ce pas paradoxal ? Cette publication propose de revenir sur la définition de l'eurosepticisme et analyse la question de l'union des euroseptiques nationalistes au niveau européen.

Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation

Rue des Deux Églises, 45 – 1000 Bruxelles

02 238 01 00 – info@cpcp.be

www.cpcp.be



Chaque jour, des nouvelles du front !

www.facebook.com/CPCPasbl

Toutes nos publications sont disponibles
en téléchargement libre :

www.cpcp.be/etudes-et-prospectives